

LA RÉGULATION ÉCONOMIQUE

Entre libéralisme puéril

Par Samir Bellal^(*)

L'effondrement des cours du pétrole met à nu l'extrême fragilité de l'édifice économique construit ces dernières années. Si, dans le discours officiel, on se refuse encore de reconnaître l'état de marasme généralisé qui caractérise notre économie, l'on admet cependant volontiers qu'il y a désormais lieu de se «mobiliser» pour prévenir la catastrophe que d'aucuns annoncent comme imminente.

D'où vient le marasme ?

Le marasme économique qui touche aujourd'hui notre pays apparaît comme la résultante d'une régulation économique dont les contours prennent la forme d'une combinaison périlleuse associant, d'un côté, un libéralisme puéril, et de l'autre, un étatisme stérile. Il est en effet illusoire de s'attendre à ce que notre économie prenne la trajectoire vertueuse de l'émergence, que beaucoup d'autres pays ont réussi à emprunter, lorsque l'essentiel de la politique économique de l'Etat se résume à une ouverture inconsidérée des frontières extérieures du pays au moment où, à l'échelle interne, les mécanismes incitatifs de marché (concurrence, prix, crédit,...) sont blo-

ne ; surévaluation, en termes réels, de la monnaie nationale ; prééminence d'un rapport salarial de type clientéliste dans le secteur public ; une répartition des dépenses publiques s'inscrivant davantage dans une logique «politique» de redistribution que dans une logique économique de soutien à l'accumulation ; une ouverture à outrance des frontières nationales, etc.

Le recours aux solutions de facilité, coûteuses et stériles, révèle une absence de maturité dans la conduite de la politique économique. En dépit des ajustements douloureux et des sacrifices énormes consentis durant la décennie 90, sacrifices ayant permis la réunion des conditions objectives d'une reprise économique sur une base saine, les années 2000 ont vu tous les efforts de réforme dilapidés par un atavisme populiste dont les ressorts se sont progressivement substitués, à la faveur du boom pétrolier qui dure depuis 1999, aux mécanismes rationnels du marché. Résultat des courses : l'Algérie de 2015 ressemble étrangement à celle de 1985.

Une régulation incohérente

L'absence d'un projet économique national politiquement pris en charge confère à la régulation mise en œuvre ces dernières années un caractère incohérent et ambigu. En privilégiant l'ouverture externe sous ses différentes formes (désarmement douanier,

cessé de croître pour atteindre des niveaux considérables, niveaux qui se trouvent manifestement en disproportion comparativement aux montants investis. Cependant, il convient d'observer que si l'IDE s'est ainsi déployé en Algérie, c'est sans doute parce qu'il n'y est pas soumis à des priorités nationales. L'absence de régulation étatique tant au niveau des orientations sectorielles des investissements qu'à celui du régime des participations dans la propriété explique sans doute la prédominance du caractère essentiellement «extractif» des IDE.

Instrumentaliser le marché pour pérenniser le système

La pertinence d'un mode de régulation dépend moins du contenu concret que prennent chacune de ses composantes partielles mises en œuvre que de leur aptitude à former système. Les régulations économiques partielles sont en effet les éléments complémentaires d'une combinaison dont l'efficacité se mesure par rapport au degré de réalisation des objectifs, formels ou informels, assignés par la collectivité (l'Etat) à la régulation économique dans son ensemble. Il y a donc nécessité de considérer le mode de régulation en tant qu'ensemble de règles constitutives d'un système qui a sa propre finalité. De ce point de vue, la régulation mise en œuvre en Algérie ces dernières années se présente comme une tentative d'instrumentalisation du marché pour assurer la pérennité du régime rentier. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la libéralisation en Algérie, loin de conférer à la rente pétrolière un nouveau statut, n'a fait que consolider le fondement rentier de l'économie nationale. Cette consolidation s'exprime de diverses manières : maintien du poids écrasant du secteur des hydrocarbures dans la structure des exportations, du PIB, du budget de l'Etat, etc. ; une désindustrialisation accélérée du pays, que rien ne semble pour le moment pouvoir arrêter (les discours incantatoires n'y pourront rien) ; une explosion des importations, et conséquence ultime, une aggravation du chômage et des inégalités sociales, phénomènes qui prennent présentement des proportions qui mettent irrémédiablement en danger la cohésion nationale. Telle est, brièvement dressé, le bilan d'une libéralisation

Dans l'état actuel des choses, force est d'observer (et les décideurs commencent, à en croire les déclarations de certains ministres en exercice, à s'en rendre compte) que le démantèlement des barrières douanières et la circulation libre des marchandises n'ont fait émerger aucune capacité productrice, encore moins exportatrice, nouvelle.

dont on commence à peine à se rendre compte du caractère pour le moins puéril au regard des nécessités objectives du développement économique du pays.

Pour une autre régulation

La rhétorique sur «l'après-pétrole» peine constamment à se traduire en résultats, au point où parfois il peut sembler que, chez nous, la fréquence d'usage d'un mot d'ordre est, dans les faits, inversement proportionnelle au degré de sa réalisation. En effet, la régulation actuelle est porteuse de nombreuses contradictions dont la persistance hypothèque sérieusement et pour longtemps toute possibilité de décollage économique. La plus importante d'entre elles est sans doute celle qui associe le désarmement douanier et l'impératif de promouvoir les activités industrielles dans la mesure où la suppression complète de la protection extérieure affecte considérablement les conditions de rentabilité d'une vaste gamme d'industries, dont notamment les industries potentiellement exportatrices. Cette contradiction est d'autant plus grande que même les écono-

mistes libéraux qui plaident habituellement pour le libre-échange admettent l'argument de «l'industrie naissante» en ce qu'ils reconnaissent la nécessité de protéger de la concurrence extérieure des activités nouvelles tant que celles-ci n'auraient pas effectué avec succès leur apprentissage et atteint leur maturité. Dans l'état actuel des choses, force est d'observer (et les décideurs commencent, à en croire les déclarations de certains ministres en exercice, à s'en rendre compte) que le démantèlement des barrières douanières et la circulation libre des marchandises n'ont fait émerger aucune capacité productrice, encore moins exportatrice, nouvelle. Au contraire, cette ouverture, menée au pas de charge, fait subir à la fragile industrie nationale une concurrence brutale qui risque, si ce n'est déjà fait, de l'anéantir. Dans la mesure où il vise à accroître le degré d'efficacité de l'industrie locale, le désarmement douanier doit en principe être sélectif plutôt que systématique. Or, comme le notait déjà le professeur F. Yachir⁽²⁾ la sélection de «créneaux» renvoie à la nécessité d'une véritable politique industrielle qui puisse assurer le développement prioritaire d'activités qui soient à la fois dynamiques sur le plan extérieur et conformes à la configuration actuelle et prévisible des ressources du pays. La politique industrielle est incompatible avec une ouverture indiscriminée de l'économie à la concurrence étrangère. Ce qui vient d'être dit des incompatibilités liées à l'ouverture commerciale peut être étendu à l'autre composante constitutive de l'insertion internationale : le taux de change. La détermination du taux de change est, contrairement à ce que l'on entend ici et là, une décision éminemment politique⁽³⁾. Cela est d'autant plus vrai que nous sommes dans un contexte où l'essentiel des ressources en devises provient de l'exportation d'une matière première et que, en outre, c'est l'Etat qui en est le détenteur exclusif. Au même titre que l'ouverture commerciale et le démantèlement douanier, la surévaluation de la monnaie nationale, puisque c'est de cela essentiellement qu'il s'agit dans le cas d'une économie rentière, est une configuration porteuse des mêmes incompatibilités que celle

qués, gelés ou carrément combattus. Il en va particulièrement ainsi de la formation des prix. Si, dans ce domaine, la libéralisation opérée au début de la décennie 90 a considérablement élargi, en institutionnalisant la liberté des prix, le champ de l'échange marchand, il n'en demeure pas moins vrai que de ce champ demeurent encore exclues de larges gammes de produits et de services dont les prix continuent d'être fixés par l'Administration. La liste des produits et services dont les prix échappent aux lois du marché n'a cessé de s'allonger au point que c'est aujourd'hui tout l'équilibre général des prix qui s'en trouve altéré. Le rôle régulateur des prix est volontairement et obstinément remis en cause. Il va sans dire que l'interférence du politique dans le contrôle des prix a pour effet de maintenir une structure incitative favorable à l'importation au détriment de la production locale, et à la consommation et le gaspillage au détriment de l'investissement.

L'Etat algérien n'a pas de doctrine économique, écrivait, en 1990, L. Addi dans *L'impasse du populisme*. Vingt-cinq ans plus tard, la situation ne semble pas avoir fondamentalement changé. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer la légèreté déconcertante avec laquelle il passe, en l'espace de quelques mois, et avec le même personnel politique aux commandes, du libéralisme le plus débridé au dirigisme le plus stérile. En somme, la pratique économique mise en œuvre ces dernières années manque de visibilité et le projet économique de l'Etat, si projet il y a, se révèle, pour reprendre une expression de R. Boudjema, dépourvu d'éléments qui le rendrait scientifiquement repérable.¹ La régulation économique mise en œuvre ces dernières années a pour principale particularité sa forte dépendance vis-à-vis du circuit de circulation de la rente, dépendance qui se lit dans des configurations spécifiques : gel et blocage des mécanismes concurrentiels à l'échelle inter-

politique de change, IDE, accords de libre-échange, surévaluation du dinar...), la régulation en question relègue la dimension interne des ajustements et autres incitations au second plan. Ce faisant, elle crée les conditions objectives pour une perpétuation du régime rentier et exclut, du même coup, toute perspective de construction d'une économie productive. S'il est désormais unanimement admis qu'on ne peut commander au système des prix qu'en lui obéissant, on ne peut cependant réduire l'action de l'Etat à une obéissance aveugle et naïve aux lois du marché. Pour ne retenir que cet aspect, il est évident que la question du taux de change de la monnaie nationale (la première des subventions, dit l'ancien ministre des Finances A. Benachenhou) requiert, dans le cas du régime rentier d'accumulation, une intervention particulière de l'Etat, qui nécessairement doit aller à l'encontre de ce que suggère le discours ambiant. Il en est également de même pour la gestion de la monnaie, du budget et des autres domaines de la régulation, celle-ci devant, dans tous les cas, opérer dans le respect du principe de complémentarité qui lie l'ensemble de ses composantes partielles ci-dessus évoquées. Quant au capital étranger, dont on attendait naïvement qu'il joue le rôle de locomotive de l'accumulation, il s'est révélé dans les faits fort décevant. La faiblesse de son apport, qui s'apparente à une défection, ne l'empêche pas de s'inscrire, quand il se déploie, dans une logique ostensiblement extractive, dans le double sens du terme. En effet, sa présence se cantonne surtout dans les hydrocarbures, les télécommunications, les travaux publics et le bâtiment. Les investissements industriels (hors secteur minier) sont modestes, pour ne pas dire insignifiants. La conséquence en est que les revenus versés au reste du monde, essentiellement constitués au départ des bénéfices exportés par les entreprises pétrolières étrangères, n'ont

Un emploi productif de la rente

Les vastes programmes d'investissement dans les infrastructures économiques et sociales sont de nature à générer des externalités positives pour le reste de l'économie et la société en général.